

Le climat change, le tourisme saura-t-il en profiter ?

Les effets du changement climatique seront sensibles en 2050. Le Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine a étudié la question. Conclusion : il faudra s'adapter... et saisir sa chance.

Pourquoi ? Comment ?

Pourquoi le parc naturel régional (PNR) Loire-Anjou-Touraine s'intéresse-t-il au changement climatique ?

La réflexion a été lancée en 2011 à l'occasion d'un forum sur ce thème. La sensibilisation aux grandes questions écologiques fait partie des missions d'un PNR. Le changement climatique a été choisi comme le thème de 2017 au PNR Loire-Anjou-Touraine (voir carte ci-dessous).

« Ce sujet intéresse un territoire rural comme le nôtre. Même si nous ne sommes pas en montagne avec la régression de l'enneigement ou en bord de mer avec les perspectives de submersion », souligne Florence Busnot-Richard, chargée de mission. Des spectacles, des ateliers, des expositions, des conférences ont été organisés pour permettre à chacun, grand public et professionnels du tourisme, de mesurer les enjeux du changement climatique.

Quel est le constat dressé ?

À Saumur, la température moyenne annuelle a augmenté de 1,5° depuis soixante ans. On observe un décalage des saisons avec des séquences estivales dès le mois de mars et jusqu'au mois d'octobre.

Concernant la pluviométrie, on ne décèle pas de tendance stable. Les périodes de forte sécheresse peuvent alterner avec de longs épisodes pluvieux, tels que ceux constatés depuis début 2018.

Mais la hausse des températures favorise l'évaporation et le déficit en eau est chronique. Cela se traduit notamment dans l'étiage des cours d'eau, qui ne cesse de baisser.

Quelles sont les perspectives à l'horizon 2050 ?



Virginie Belhanafi et Florence Busnot-Richard (de gauche à droite), ici devant la Loire et le château de Montsoreau, sont confiantes : en s'adaptant aux changements climatiques, le tourisme régional garde toute sa pertinence.

La faiblesse de la ressource en eau aura plusieurs conséquences. Pour irriguer les cultures, il faudra puiser davantage dans les réserves. La sécheresse agira sur la végétation et renforcera les risques d'incendie. La baisse du débit des cours d'eau favorisera une augmentation de la température de l'eau, une prolifération végétale et l'apparition de cyanobactéries.

Le phénomène sera sensible pour la Loire, dont la température moyenne annuelle pourrait avoir augmenté

de 2° en 2050, la moyenne estivale avoisinant les 27°. La Loire devrait connaître une baisse de son débit d'étiage (débit minimum moyen) de l'ordre de 20 à 40 % d'ici à 2050, et même de 53 % en un siècle, de la période 1970-2000 à 2070-2100. La plus forte baisse parmi les plus grands fleuves du monde.

Quels risques ces évolutions font-elles courir au tourisme ?

Il y a d'abord la question sanitaire : les vagues de chaleur affectent les personnes vulnérables. Le risque accru d'incendie constitue aussi un danger. L'évolution du climat favorise la prolifération de moustiques et de tiques. Elle facilite aussi le développement, dans les rivières et plans d'eau, de cyanobactéries et micro-algues toxiques qui impose aussitôt d'interdire pêche et baignade. La baisse du niveau des cours d'eau provoque aussi des difficultés de navigation, pour les croisières fluviales ou la pratique du canoë-kayak.

Comment le tourisme peut-il s'adapter à ces changements ?

Pas de panique ! C'est le mot d'ordre relayé par Virginie Belhanafi, chargée de mission au PNR Loire-Anjou-Touraine : « Notre démarche n'est pas de tomber dans le catastrophisme mais d'inviter tous les acteurs à rebondir. » C'est d'abord une question

de souplesse : les aléas climatiques sont imprévisibles en toute saison et l'offre régionale proposée au touriste devra de plus en plus s'adapter en temps réel.

Pour un restaurateur, cela peut se traduire par un changement de carte en fonction de la météo et des horaires de service retardés les soirs de canicule. Autre exemple : certains tronçons de La Loire à vélo exposés au soleil gagneraient à être aborés. En matière d'hébergement, l'isolation des gîtes et chambres d'hôtes devra protéger de la canicule. L'adaptation des bateaux, l'achat de véhicules d'intervention (feux de forêt), la gestion des forêts et de l'eau, les actions de démoustication constituent aussi des actions à envisager.

Le tourisme régional pourrait malgré tout tirer parti des changements climatiques ?

D'abord, le décalage des saisons plaide pour un élargissement des périodes d'activité. Ensuite, l'Ouest peut profiter d'une désaffection des régions méridionales, qui souffriront davantage de la hausse des températures. En 2003, la canicule avait dopé l'activité touristique régionale. En période de forte chaleur, les visites de châteaux, de grottes et de troglodytes ont la cote auprès des touristes.

Yves SCHERR.

Avenir des éoliennes : de vives réactions

Un amendement au Sénat inquiète les présidents des Régions de l'Ouest. Ils l'ont écrit au Premier ministre.

Le débat

Un amendement déposé au Sénat le 9 mars, dans le cadre du projet de loi « pour un État au service d'une société de confiance », pose les bases d'une renégociation, voire d'une annulation pure et simple, des projets attribués en 2012 et en 2014 pour construire six parcs éoliens au large des côtes de Saint-Nazaire, Courseulles-sur-Mer, Fécamp, Saint-Brieuc, du Tréport et de Noirmoutier.

« Absence de concertation »

« Dans certains cas, notamment lorsque le progrès technique permet d'envisager des baisses de coût substantielles, l'État pourrait souhaiter renégocier les conditions de l'offre retenue à l'issue de la procédure de la mise en concurrence afin de l'améliorer, et en particulier de diminuer le montant du tarif retenu », indique l'exposé des motifs de l'amendement. À défaut de renégociation, le gouvernement

pourrait annuler les projets. Les trois présidents des Régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire (Loïc Chesnais-Girard, Hervé Morin et Christelle Morançais), ont adressé, hier, mardi, au Premier ministre, un courrier où ils s'inquiètent de cette éventualité.

Ils s'étonnent d'abord de « l'absence de concertation tant avec les acteurs de la filière qu'avec les collectivités concernées » et expriment leurs craintes pour son avenir. Ils rappellent que, dans le cadre de la transition écologique, les Régions ont déjà « mobilisé plus de 600 millions » dans les infrastructures portuaires, ajoutant : « L'abandon des projets ou leur renégociation porterait un coup sans doute définitif à l'émergence de cette filière », alors que « des projets d'usines ont été annoncés ou validés [...] au Havre, à Saint-Nazaire, à Cherbourg ou à Brest ». Les trois présidents sollicitent donc une réunion d'urgence à Matignon, à ce sujet.

Des voiles sur des paquebots STX ?

Les bureaux d'études du chantier nazairien ne chôment pas. Ils viennent de présenter le concept *Silenseas*.



La présentation numérique des trois prototypes au Salon de la croisière à Miami.

L'innovation

Verra-t-on un jour des paquebots à trois mâts traverser les océans grâce au vent ? Le chantier naval STX France semble y croire. Il vient d'exposer son concept *Silenseas* de paquebot à voile lors du Salon Seatrade de Miami (États-Unis), qui réunit le gratin mondial de la croisière.

« Le navire réduit sa consommation d'énergie de propulsion de 60 % sur des parcours Caraïbes, tout en permettant des performances exceptionnelles sous voile (douze nœuds avec quinze nœuds de vent) », indique l'industriel. Comment ? « En couplant l'usage des voiles aux dernières technologies de propulsion et production d'énergie (gaz, batteries, automatisations). »

La conception des voiles, brevetée, permet d'installer des surfaces très

grandes, atteignant les 1 200 mètres carrés. En comparaison, un maxi-trimaran de course aujourd'hui (catégorie *Ultim*), c'est « seulement » 890 m². Le navire présenté il y a quelques jours à Miami reprend les codes du design de la navigation à voile. D'une longueur de 190 m, il offre quand même 150 cabines passagers. Ses trois mâts peuvent accueillir en tout 4 350 m² de voiles, soit la moitié d'un terrain de football !

STX France poursuit en permanence des travaux de recherche. D'autres concepts audacieux sortent régulièrement des bureaux d'études. En 2009, un concept de paquebot à voile nommé *Eoseas* (3 300 passagers) avait déjà fait parler de lui à Miami tout comme, en 2015, le navire d'expédition *Ulysseas* (200 passagers). Reste à trouver les débouchés économiques.

Thierry HAMEAU.

Pays de la Loire en bref

Une nouvelle résidence pour apprentis au Mans

Ouverte depuis la rentrée de septembre, la nouvelle résidence baptisée Campus Californien a été inaugurée, hier, au Mans par la présidente de Région, Christelle Morançais. Doté de 60 logements de 20 m² tout équipés, le logement collectif a déjà accueilli 90 apprentis depuis le

début de l'année scolaire. Il répond à un besoin conjoint des trois CFA du quartier qui voient leurs effectifs augmenter depuis le lancement, en 2016, du plan régional de relance pour l'apprentissage. Le projet avait reçu 315 000 € de subvention de la collectivité.

Tour de France : La Roche recherche 500 bénévoles

En juillet, le départ du Tour de France sera donné de Vendée. La municipalité de La Roche lance un appel à bénévoles. Ils seront chargés d'accueillir la présentation des équipes, le 5 juillet, et l'arrivée de la deuxième étape à La Roche, le 8 juillet. Plusieurs missions sont proposées : signaleurs sur le parcours ; fléchage et signalétique ; gestion des flux de

voitures dans les parkings ; distribution de *goodies* (produits dérivés) sur la ligne d'arrivée ; accueil et information du public. « Les volontaires sont invités à s'inscrire via un formulaire en ligne disponible sur www.larochesurion.fr ou auprès de l'accueil de l'hôtel de ville, place Napoléon », indique la municipalité. Cinq cents bénévoles seront recrutés.

Nouveau tournage pour France 4 au zoo de La Flèche



Le tournage du huitième opus d'*Une saison au zoo* a repris, lundi (photo), au zoo de La Flèche (Sarthe). Durant trois mois, les équipes de Banijay, société de production, mettront en boîte 56 épisodes d'une durée de 26 minutes chacun. Ce docu-réalité sera diffusé à partir de la mi-avril sur France 4. Trois nouveaux stagiaires

désireux de devenir soigneurs animaliers ont été retenus pour cette nouvelle série, au terme d'un casting qui a attiré près de quatre mille candidats. Les épisodes inédits de la saison 7 ont fédéré entre 350 000 et 400 000 téléspectateurs, en moyenne, il y a quelques mois, sur la chaîne publique.

Un réseau de stupéfiants démantelé à Sablé-sur-Sarthe

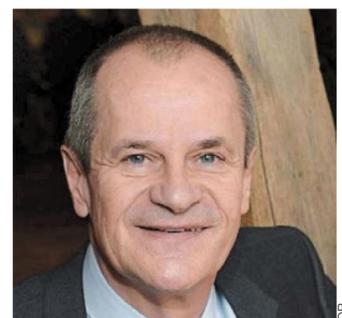
La Maison-Blanche. C'est ainsi qu'on appelait un garage, à Sablé-sur-Sarthe, en référence à la cocaïne et autres stupéfiants qu'on venait y acheter. Le local miteux était « une épicerie où on trouvait de tout, un commerce de proximité ouvert tous les jours », selon le parquet du Mans. Une dénonciation anonyme a mis fin au juteux business la semaine dernière. Les gendarmes ont saisi résine de cannabis, héroïne, cocaïne et matériel utilisé pour « cuisiner »

le crack. « Sablé est gangrené par le trafic de stupéfiants », déplore le procureur. La présidente du tribunal rappelle que la ville connaît « un gros dossier par an. Les réseaux démantelés se reconstituent. »

Le tribunal correctionnel du Mans a condamné le cerveau des opérations à quatre ans de prison ferme, lundi. Ce Guinéen de 30 ans est désormais interdit de territoire national. Son complice est condamné à trois ans ferme dont six mois avec sursis.

La Ligue contre le cancer soutient la recherche

Premier financeur de la recherche en cancérologie dans le Grand Ouest, la Ligue contre le cancer y consacre plus de 2,2 millions d'euros par an au niveau régional. À l'occasion de sa conférence annuelle, présidée à Angers par le professeur Jean-Pierre Benoit, président du comité angevin (photo), les dix-neuf comités départementaux se sont réunis, lundi, pour déterminer les domaines à privilégier cette année. À partir de ces priorités, un appel à projets sera lancé auprès des équipes du Cancéropôle Grand Ouest. Principaux critères de sélection : les projets devront être innovants, avoir des retombées à visée concrète pour les malades (diagnos-



tic ou traitement) et être réalistes en matière de moyens. En 2017, 83 projets de recherches ont été retenus.

11 200 Le nombre de canards euthanasiés, lundi, dans un élevage des Herbiers (Vendée). Samedi, la préfecture de Vendée avait émis un arrêté indiquant une suspicion de grippe aviaire H5N3 faiblement pathogène. Le laboratoire national de référence avait confirmé, lundi, la présence du virus. C'est le second cas de contamination en Vendée en l'espace d'un peu plus d'un mois : le 7 février, 12 000 canards avaient dû être abattus à Sèvremont.